

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220628-lmc1169328A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 5 juillet 2022
Date d'affichage : 04/07/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	16	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/06/144</p> <p>INSTAURATION D'UN DISPOSITIF DE SOLIDARITE ENTRE LES AGENTS DE LA METROPOLE PERMETTANT LE DON DE JOURS DE REPOS</p>		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATESTTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATESTTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D' O R D R E : 22/06/144

**O B J E T : INSTAURATION D'UN DISPOSITIF DE SOLIDARITE
ENTRE LES AGENTS DE LA METROPOLE
PERMETTANT LE DON DE JOURS DE REPOS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L621-6 et L621-7,

VU la Loi n°2014-459 du 9 mai 2014 permettant le don de jours de repos à un parent d'un enfant gravement malade,

VU la Loi n°2018-34 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap,

VU le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 modifié permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 7 avril 2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

CONSIDERANT que des jours de repos supplémentaires peuvent être nécessaires pour aider certains agents métropolitains, parents d'un enfant de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants, ou venant en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap, ou parents d'un enfant qui décède avant l'âge de 25 ans ou assume la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge, à faire face à leur situation,

CONSIDERANT que, par solidarité, certains agents métropolitains souhaitent faire un don de jours de repos à d'autres agents en situation difficile, et renoncer de manière anonyme à plusieurs jours de RTT, de congés annuels ou de jours épargnés sur leur compte épargne temps,

CONSIDERANT qu'il convient d'encourager cette démarche en instaurant un fonds de solidarité qui sera abondé par les jours de repos donnés, et qui permettra d'en faire bénéficier les personnes qui en ont besoin, dans les conditions et selon les modalités définies en annexe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'INSTAURER un dispositif de dons de jours de repos entre les agents métropolitains permettant aux agents parents d'un enfant de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants, ou venant en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap, ou parents d'un enfant qui décède avant l'âge de 25 ans ou assumant la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge, de bénéficier de jours de repos supplémentaires pour faire face à leur situation selon les modalités définies en annexe.

ARTICLE 2

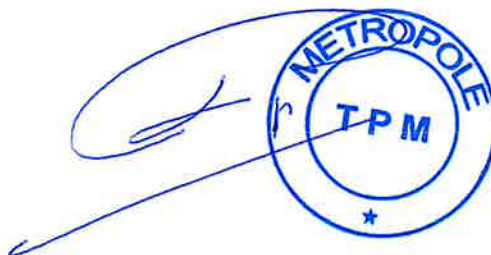
D'ADOPTER le règlement du dispositif « dons de jours de repos » présenté en annexe.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

REGLEMENT DU DISPOSITIF « DON DE JOURS DE REPOS » A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

I – PREAMBULE

Le dispositif du don de jours de repos vise à ouvrir un fonds de solidarité au bénéfice des agents de la Métropole :

- 1- parents d'un enfant de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants,
- 2- proches aidants de personnes en perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap,
- 3- parents d'un enfant qui décède avant l'âge de 25 ans ou qui assume la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge.

Ce dispositif de solidarité repose sur le volontariat, et ouvre la possibilité à tout agent de la Métropole de renoncer à une ou plusieurs journées de ses congés pour abonder ce fonds, de manière parfaitement anonyme et sans contrepartie, par des jours dont la durée de validité est illimitée.

L'ensemble des jours de repos faisant l'objet d'un don est déposé sur le fonds de solidarité géré par le service Paye, Carrière et Temps de travail de la Direction des Ressources Humaines.

II – LES DONATEURS :

A. Agents susceptibles de faire un don :

Tout agent de la Métropole peut donner des jours de repos non consommés. Cette possibilité de don de jours est également proposée aux agents qui quittent la Métropole (retraite, mutation, fin de contrat), avec un solde de congés non utilisé.

B. Jours de repos pouvant faire l'objet d'un don :

- les jours de congés annuels, à condition d'avoir au préalable consommé 20 jours de congés annuels sur l'année civile en cours pour les agents travaillant 5 jours par semaines (calcul au prorata selon le nombre de jours hebdomadaire de travail) jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle ces jours de congés annuels sont acquis.
- les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail jusqu'au 31 décembre de l'année au titre de laquelle ces jours de RTT sont acquis.

- les jours de congés épargnés sur un compte épargne temps, à tout moment.

A noter : les jours de repos compensateurs et les jours de congés bonifié sont exclus de ce dispositif. Les autorisations d'absences relatives aux maladies très graves des conjoints, pères, mères, enfants, grands-parents, beaux-parents, frères et sœurs et le congé pour solidarité familiale ne relèvent pas non plus de ce dispositif.

A. Procédure du don :

L'agent souhaitant donner un ou plusieurs jours de repos, adresse le formulaire correspondant à la Direction des Ressources Humaines, dans lequel il indique qu'il souhaite faire un don de jours de repos. Le don de jours est effectué sous forme de jours entiers, quelle que soit la quotité de travail de l'agent qui en bénéficie.

La Direction des ressources humaines vérifiera l'éligibilité des jours concernés, puis les déduira des droits à congés ou du CET de l'agent donneur.

Ce don est définitif.

III – LES BENEFICIAIRES :

A. Conditions d'éligibilité:

Comme indiqué supra, peuvent être bénéficiaires d'un don de jours de repos les agents métropolitains :

- 1- parents d'un enfant de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants,
- 2- parents d'un enfant qui décède avant l'âge de 25 ans ou qui assume la charge effective et permanente d'une personne qui décède avant cet âge.
- 3- proches aidants de personnes en perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap. Pour le bénéficiaire du don, la personne dont il est proche aidant est :
 - ☐ son conjoint ou concubin,
 - ☐ son partenaire lié par un pacte civil de solidarité,
 - ☐ un ascendant, descendant ou collatéral jusqu'au quatrième degré,
 - ☐ un ascendant, descendant ou un collatéral jusqu'au quatrième degré de son conjoint, concubin ou partenaire de PACS,
 - ☐ un enfant dont il assume la charge
 - ☐ une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou activités de la vie quotidienne.

Pour bénéficier d'un don de jours, la maladie de l'enfant, la perte d'autonomie ou le handicap de la personne aidée doit présenter une particulière gravité, attestée par certificat médical, rendant indispensable une présence soutenue de l'agent.

B- Demande de don :

L'agent éligible qui souhaite bénéficier du don doit :

- formuler une demande écrite à la direction des ressources humaines, sous pli confidentiel « Don de jours », au moyen du formulaire dédié, précisant le volume de jours nécessaire, et les modalités prévisionnelles de consommation
- joindre un certificat médical détaillé établi par le médecin qui suit l'enfant de moins de 20 ans ou la personne aidée, attestant de la particulière gravité de la maladie, du handicap ou de l'accident de l'enfant ou de la perte d'autonomie ou du handicap de la personne aidée. Pour les parents d'un enfant décédé avant l'âge de 25 ans, il faudra joindre un certificat de décès. Dans le cas du décès d'une personne de moins de 25 ans dont l'agent a la charge effective et permanente, la demande sera accompagnée également d'une déclaration sur l'honneur attestant cette prise en charge.
- établir une déclaration sur l'honneur de l'aide effective qu'il lui apporte de manière régulière et fréquente pour accomplir tout ou partie des actes ou activités de la vie quotidienne.

En cas d'avis favorable, l'intéressé et sa hiérarchie seront informés de ce don par la Direction des Ressources Humaines.

C – Modalités de consommation des jours donnés :

L'agent bénéficiaire du don de jours établira un projet de planning de pose de ces jours et en informera sa hiérarchie. Ils seront posés sous réserve des nécessités de service, après accord de la hiérarchie.

Au fur et à mesure des besoins, le bénéficiaire doit informer également par écrit la Direction des Ressources Humaines de son planning de jours de don utilisés sur l'année civile.

Par dérogation à l'article 4 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985, l'agent bénéficiaire d'un don de jours de repos pourra être absent plus de 31 jours consécutifs de son service.

De même, la durée du congé annuel et celle de la bonification de congés accordée aux agents originaires des DOM peuvent être cumulées consécutivement avec les jours de repos donnés.

Pour les parents d'un enfant décédé avant l'âge de 25 ans ou assumant la charge effective et permanente d'une personne décédée avant cet âge, le congé pris au titre des jours donnés peut intervenir pendant 1 an à compter de la date du décès, et peut être fractionné à la demande de l'agent.

Ce congé peut également être fractionné à la demande du médecin qui suit l'enfant ou la personne aidée.

Les jours donnés doivent être impérativement consommés et ne peuvent en aucun cas alimenter le compte-épargne temps de l'agent bénéficiaire. Aucune indemnité ne peut être versée en cas de non-utilisation des jours de repos ayant fait l'objet d'un don.

Si l'agent bénéficiaire quitte la Métropole, les jours de dons non utilisés ne sont pas transférables et seront réaffectés dans le fonds de solidarité.

Si les jours donnés ne sont pas tous consommés par l'agent bénéficiaire au cours de l'année civile, le solde non utilisé est obligatoirement réaffecté dans le fonds de solidarité.

Chaque année civile, l'agent bénéficiaire peut renouveler sa demande de bénéfice de jours de repos.

Pendant sa période d'absence au titre du don de jours, l'agent bénéficiaire d'un don de jours a droit au maintien de sa rémunération.

La période de repos pris en utilisant le don de jours est assimilée à du temps de travail effectif.

IV. Gestion du fonds de solidarité :

A – Instruction des demandes :

La Direction des Ressources Humaines est en charge d'examiner de manière individuelle la possibilité de chaque offre de don, ainsi que l'éligibilité de chaque demande de don.

Elle organise le suivi des demandes reçues, des réponses aux agents, de la comptabilisation des jours donnés dans le fonds de solidarité, du suivi des droits à congés annuels et jours épargnés sur le CET des donneurs.

Elle étudie la recevabilité des dossiers des demandes de bénéfice de jours, présente la demande à la validation de l'autorité territoriale et se charge de faire appliquer la décision.

Au terme de la procédure, elle informe l'agent bénéficiaire et sa hiérarchie du nombre de jours donnés.

B - Modalités d'attribution des jours donnés :

La durée du congé dont l'agent peut bénéficier au titre de ce dispositif, est plafonnée pour chaque année civile à 90 jours par enfant décédé avant l'âge de 25 ans, gravement malade ou par personne atteinte d'une perte d'autonomie ou présentant un handicap, conformément aux articles 4 alinéa 3 et 4-1 alinéa 2 du décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 modifié.

Néanmoins, afin de garantir l'équité entre les bénéficiaires dont les proches répondent aux critères fixés par le décret et d'objectiver le nombre de jours attribués au titre de chaque proche concerné, ce nombre de jours sera déterminé individuellement par une commission. Celle-ci sera composée du Directeur Général Adjoint en charge des Ressources Humaines, du Directeur des Ressources Humaines, du Sous-Directeur Administration du Personnel et du Chef de Service Paie/Carrières et Temps de Travail, et proposera à l'autorité territoriale le don d'un nombre de jours versés au fond de solidarité au moment de la demande.